

REUNION 2022-03 : 29 MARS 2022, 14h30 à 16h30 CET (*online*)

[PARTICIPANTS]

Géraud AMIC (UBpartner), Vincent BOUJNAH (CtrlPrint), Yazid BOUMALA (AMF), Lise CHORQUES (Actéo), Boris DAMON (PwC), Céline DOLLE (Société Générale), Wenting DU (Renault), Matthieu DUPONCHEL (Mazars), Florence FEVRIER (Société Générale), Bénédicte FILLY (Edenred), Morgan GICQUEL (Deloitte), Pierre HAMON (etXetera), Raphaël HERSEMEULE (Edenred), Siong HO WANG YIN (Sikima), Marc HOULLIER (Corporatings), Valérie KELLER (Talentia Software), Nelly LACOSTE (EDF), Isabelle LAMY-MORCATE (Société Générale), Corinne LAURIE (XBRL France), Gilles MAGUET (XBRL France), Camille MARTIN (KPMG), Stephan MARTIN (CtrlPrint), Morgane MILLAIRE (Deloitte), Pierre POTTIER (Invoke), Brigitte RAFFEGEAU (Carrefour), Loriane RAPINAT (BM&A), Eric SCHLIENGER (Synvance), Charles-Etienne SUET (EY), Bruno TESNIERE (PwC), Sophie VEHENT (Renault).

La réunion est co-animée par Astrid MONTAGNIER (KPMG) et Thomas VERDIN (BM&A).

[AGENDA]**1/ Tour de table des actualités**

- Actualités ESEF & XBRL France
- Retours ACTEO

2/ Macro-balisateur

- Analyse de cas pratiques
- Revue des PC proposées

3/ Pratiques communes

- (par manque de temps ce point n'a pu être développé)

4/ Divers

Le support de réunion est disponible sur page web www.xbrlfrance.org/mapping du groupe de travail.

[ACTUALITES]

La réunion du 28 avril sera proposée en présentiel dans les locaux de l'ACPR (avec également lien en ligne). La prochaine « XBRL Europe Summer Week » se tiendra à Paris les 13 et 14 juin 2022. Les informations pratiques seront détaillées sur le site www.xbrlfrance.org.

La taxonomie ESEF2021 est entrée en vigueur, après publication du RTS modificatif au JOUE. La taxonomie IFRS2002 a été publiée sur le site web de l'IASB, sans évolution significative.

Les pratiques communes du groupe ont été présentées chez Acteo, certains membres nous rejoignent pour la réunion.

[MACRO-BALISAGE]

La séance a été consacrée à l'analyse de cas pratiques.

1) **EDF Comptes consolidés 2021** Note 9 page 47 et suivantes

La note porte sur les IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS.

Elle comprend des principes et méthodes comptables et quatre parties : 9.1-9.2 Impôts et 9.3-9.4. Impôts différés.

Note 9 Impôts sur les résultats

Pas d'obligation de taguer le titre de chapitre

Principes et méthodes comptables

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt courant et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

Conformément à IAS 12, les impôts courants et différés sont généralement comptabilisés en résultat ou en capitaux propres de façon symétrique à l'opération sous-jacente.

En application d'IAS 32, l'impôt relatif aux distributions faites aux porteurs d'instruments de capitaux propres (notamment les dividendes et la rémunération versée aux détenteurs de titres subordonnés à durée indéterminée) doit être comptabilisé conformément à IAS 12. Le Groupe considère que ces distributions sont prélevées sur les résultats antérieurs accumulés. De ce fait, les effets d'impôts associés sont enregistrés en résultat de la période.

En application de l'interprétation IFRIC 23, un actif ou un passif d'impôt est comptabilisé en présence d'un traitement fiscal incertain. Si le Groupe estime probable que l'administration fiscale n'acceptera pas ce traitement, il comptabilise un passif d'impôt ou, s'il estime probable que l'administration lui remboursera un impôt déjà acquitté, il comptabilise un actif d'impôt. L'actif et le passif d'impôt relatifs à ces incertitudes sont évalués, au cas par cas, au montant le plus probable ou à la moyenne pondérée des différents scénarii envisagés. Les actifs et passifs d'impôts liés à un traitement fiscal incertain sont présentés au sein des rubriques d'impôts différés.

La charge (le produit) d'impôt courant est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

L'impôt différé résulte des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté pour les différences temporelles générées par :

- un goodwill non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction, qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des filiales et entreprises associées, des investissements dans des succursales et des intérêts dans des partenariats dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt attendus sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif éteint et qui ont été adoptés à la date de clôture. En cas de changement de taux d'impôt, les impositions différées font l'objet d'un ajustement au nouveau taux en vigueur et l'ajustement est imputé au compte de résultat sauf s'il se rapporte à un sous-jacent dont les variations sont des éléments imputés en capitaux propres, notamment au titre de la comptabilisation des écarts actuariels et de juste valeur des instruments de couverture et des titres de dettes ou de capitaux propres.

Les impôts différés sont revus à chaque clôture pour tenir compte notamment des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement des différences temporelles déductibles. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé dans un horizon prévisible ou, au-delà, d'impôts différés passifs de même maturité.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés sur la base d'une position nette déterminée à l'échelle d'une entité fiscale ou d'un groupe fiscal.

Balisage des principes comptables

1 On utilise une seule balise pour l'ensemble du bloc « DescriptionOfAccountingPolicyForIncomeTaxExplanatory » car visuellement un seul bloc qui regroupe Impôt courant et impôt différé- on n'utilise pas la balise obligatoire « DescriptionOfAccountingPolicyForDeferredIncomeTaxExplanatory3

2 On utilise deux balises de principes comptables, l'une après l'autre car distinct dans le bloc bleu
Solution préférentielle à date
Si deux titres clairement identifiés, pas le choix, deux balises

3 On utilise deux balises de principes comptables, MAIS la partie « Impôt différé » imbriquée dans la balise « Impôt » qui va baliser toute la note.

Plusieurs propositions sont discutées pour baliser les principes comptables, comme illustré ci-dessus.

On considère les projets de positions communes établis jusqu'à présent qui recommandent :

- de **baliser les principes comptables avec une macro-balise de cette famille, séparément des macro-balises de note.** **<POSITION COMMUNE PROPOSEE>**
- de **considérer la « granularité de rédaction » (blocs thématiques homogènes apparaissant dans le texte) pour structurer le macro-balisage.** **<POSITION COMMUNE PROPOSEE>**

On privilégie la solution 2. On considère que l'essentiel des politiques comptables sur les impôts différés sont décrites dans la zone comprise dans les pointillés en rouge et l'émetteur l'envisage dans sa rédaction comme un bloc thématique, même s'il ne le l'a pas exprimé graphiquement. Un émetteur qui n'aurait pas conçu ainsi la rédaction aurait pu opter pour la solution 1.

On considère que la balise « DescriptionOfAccountingPolicyForIncomeTaxExplanatory » peut s'appliquer uniquement sur la première partie, même si ce point doit être partagé (réseaux audit, autres groupes XBRL, ESMA) pour s'assurer que c'est une vision commune.

Dans ce cadre, l'AMF devrait interroger l'ESMA sur la base du macro-balisage (EXCLUSIF ou non) :

- **Doit-on considérer qu'on ne balise un texte que s'il évoque EXCLUSIVEMENT le thème porté par la balise.**
- **Doit-on considérer qu'on balise un texte qui évoque PRINCIPALEMENT le thème porté par la balise (et éventuellement un peu plus).** **<NOTRE HYPOTHESE>**

Nous avons considéré ici la deuxième hypothèse : les premiers paragraphes parlent des impôts sur le résultat et évoquent l'impôt différé, on retient la balise relative aux principes comptables des impôts sur résultat.

<https://www.xbrlfrance.org/wp-content/uploads/2022/03/LISTE-DES-MACROBALISES-ESEF-2021.xlsx>

2) SOCIETE GENERALE comptes consolidés Note 3.1 page 390 et suivantes

NOTE 3.1 - ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

SYNTHESE

	31.12.2021		31.12.2020	
(En M EUR)	Actif	Passif	Actif	Passif
Portefeuille de transaction*	319 789	243 112	388 796	30
Actifs financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par résultat	21 356		23 630	
Instrument financiers à la juste valeur par résultat sur option	1 569	(4 451)	1 490	7
Total*	342 714	307 563	411 916	37
Dont titres négociés en pension livrée	81 313	84 797	119 374	12

* Montants retranchés par rapport aux états financiers publiés au titre de 2020 (cf. paragraphe 7 de la Note 1).

1. PORTEFEUILLE DE TRANSACTION

PRINCIPES COMPTABLES

Le portefeuille de transaction regroupe les actifs et passifs financiers qui sont détenus ou encourus dans le cadre des activités de marché.

Ce portefeuille inclut également, parmi les autres actifs de transaction, les stocks physiques de matières premières que le Groupe peut être amené à détenir dans le cadre de ses activités de maintien de mise sur les instruments dérivés sur matières premières.

Les instruments financiers dérivés sont classés par défaut en portefeuille de transaction, sauf à pouvoir justifier d'instruments de couverture (cf. Note 3.2).

Les actifs et passifs du portefeuille de transaction sont évalués à leur juste valeur en date de clôture portée au bilan dans les rubriques Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat. Les gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

ACTIVITES DE TRANSACTION

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction (trading) sont acquis :

- avec l'intention de les revendre à court terme ;
- ou dans le cadre d'une activité de maintien de marché ;
- ou dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers dérivés, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et prise des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.



Activités de marché

Le modèle de gestion des activités de transaction est celui mis en œuvre par la Banque Grande Clientèle et Solutions Investisseurs pour ses activités de marché.

Il s'applique également aux parts des engagements et prêts consortiaux (financiers syndiqués) que le Groupe ne souhaite pas conserver et qui ont été identifiés, l'engagement du Groupe dans l'opération, comme étant à céder à court terme (généralisé à 6 à 12 mois) sur le marché secondaire, ainsi qu'aux prêts octroyés par le Groupe dans le cadre des activités d'origine/distribution avec l'intention de les vendre à court terme.

sont présentés comptablement parmi les actifs de transaction et sont évalués à la juste valeur par résultat.

Le portefeuille de transaction inclut l'ensemble des actifs financiers détenus à des fins de transaction quelle que soit les caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Seuls les actifs financiers non-SPF ne sont pas détenus dans le cadre de ces activités et sont classés parmi les Actifs financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par résultat (cf. paragraphe 3.1.2).

†

	31.12.2021	31.12.2020
(EUR)		
titres et autres titres de dettes	22 480	30 32
ns et autres instruments de capitaux propres	109 855	92 78
ons livrées	81 352	119 24
de de transaction** (†)	100 355	133 95
crédences et autres actifs de transaction	6 814	10 45
†*	319 789	388 79
† titres prêtés	14 370	11 06

Montants retranchés par rapport aux états financiers publiés au titre de 2020 (cf. paragraphe 7 de la Note 1).

† Note 3.2 Instruments financiers dérivés.

††

	31.12.2021	31.12.2020
(EUR)		
à sur titres empruntés	49 821	32 16
titres et autres titres de dettes vendus à découvert	3 630	5 38
ns et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	838	1 25
ons livrées	84 729	120 69
de de transaction** (††)	109 657	141 63
titres et autres passifs de transaction	1 487	1 13
†*	243 112	382 27

Montants retranchés par rapport aux états financiers publiés au titre de 2020 (cf. paragraphe 7 de la Note 1).

† Note 3.2 Instruments financiers dérivés.

††TIFIS FINANCIERS EVALUES OBLIGATOIREMENT A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

CIPES COMPTABLES

Actifs financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par résultat regroupent : prêts, obligations et titres assimilés qui ne sont pas détenus dans le cadre d'activités de transaction (dont les flux de trésorerie contractuels ne sont pas représentatifs de remboursements de principal et versements d'intérêts sur le principal restant dû (instruments dits non-banquiers ou non-SPF)) ; actions et titres assimilés qui ne sont classés dans aucune autre sous-catégorie : portefeuille d'investissement à la juste valeur par résultat, instruments désignés par le Groupe pour être évalués à la juste valeur par capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Balisage des principes comptables

1 On utilise une seule balise pour l'ensemble des principes comptables présentés dans cette note 3.1 « DescriptionOfAccountingPolicyForFinancialInstrumentsAtFairValueThroughProfitOrLossExplanatory »

En utilisant la fonction « continuation » pour « réunir » dans l'outil tous les blocs « principes comptables sous une même balise »

Exception : si un principe comptable correspond à un principe spécifique prévu dans la liste obligatoire, ils sera balisé séparément

Solution préférentielle à date

2 Création d'extension pour chaque bloc de principes comptables

Aucune obligation d'ancrage les extensions

La note alterne des informations détaillées (fond blanc) et des principes comptables (fond rose).

Conformément aux positions proposées plus haut, on propose de ne pas imbriquer le balisage des principes dans la macro-balise d'annexe et d'utiliser la macro-balise pour les principes comptables : DescriptionOfAccountingPolicyForFinancialInstrumentsAtFairValueThroughProfitOrLossExplanatory.

On recommande d'utiliser la fonction « continuation » en XBRL pour baliser les différentes zones plutôt que de faire des extensions. <POSITION COMMUNE PROPOSEE> Cela améliore la comparabilité, surtout quand les extensions ne sont pas ancrées (pas d'obligation).

On fera de même pour les données détaillées d'annexe, en utilisant DisclosureOfFinancialInstrumentsAtFairValueThroughProfitOrLossExplanatory.

Néanmoins, dans le cas précis étudié, une partie de la note, numérotée « NOTE 3.1.3 INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT SUR OPTION », serait de préférence balisée séparément car il existe un tag dédié dans la liste en annexe du règlement ESEF : DisclosureOfFinancialInstrumentsDesignatedAtFairValueThroughProfitOrLossExplanatory.

3) SOCIETE GENERALE comptes consolidés Note 8.4 page 492 et suivantes

NOTE 8.4 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

PRINCIPES COMPTABLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles regroupent les immobilisations d'exploitation et immeubles de placement. Les biens mobiliers détenus dans le cadre d'opérations de location simple sont présentés parmi les immobilisations corporelles d'exploitation, tandis que les immeubles détenus en vue de leur location sont présentés parmi les immeubles de placement.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations.

Le coût d'acquisition des immobilisations inclut les coûts d'emprunt correspondant à la période de construction des immobilisations nécessitant une longue période de préparation, de même que les frais directement attribuables. Les subventions d'investissement reçues sont déduites du coût des actifs concernés. Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût direct de développement.

Dès qu'ils sont en état d'être utilisés, les immobilisations sont amorties selon une approche par composants. Chaque composant est amorti sur sa propre durée d'utilité. Pour les immeubles d'exploitation, les durées d'amortissement des différents composants retenues par le Groupe sont comprises entre 10 et 50 ans. Concernant les autres immobilisations d'exploitation, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés qui ont généralement été estimées entre 3 et 20 ans.

Le cas échéant, la valeur amortissable de chaque bien ou composant est diminuée de leur valeur résiduelle. En cas de baisse ou de hausse ultérieure de la valeur résiduelle initialement retenue, l'ajustement de la base amortissable vient modifier de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif.

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations, regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie, font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur. Les dotations et reprises de dépréciation sont enregistrées en résultat sur la ligne Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées en Gains ou pertes nets sur autres actifs.

Les immeubles de placement sont amortis en appliquant une approche par composants. Chaque composant est amorti sur sa propre durée d'utilité comprise entre 10 et 50 ans.

Les résultats sur les actifs de location simple et les immeubles de placement y compris les dotations aux amortissements et aux dépréciations sont présentés dans les rubriques Produits des autres activités et Charges des autres activités (cf. Note 4.2).

DRÔITS D'UTILISATION DES BIENS PRIS EN LOCATION PAR LE GROUPE

Contrat de location

TABEAU DE VARIATION

31.12.2020	Augmentations / Dotations	Diminutions / Reprises	Autres mouvements	31.12.2021
Immobilisations incorporelles				
Valeurs brutes	7 714	(33)	(25)	8 410
Amortissements et dépréciations	(5 230)	(229)	25	(5 677)
Immobilisations corporelles d'exploitation (hors actifs de location simple)				
Valeurs brutes	11 333	540	(470)	11 403
Amortissements et dépréciations	(8 585)	(573)	296	(9 862)
Actifs de location simple des sociétés de Financement				
Valeurs brutes	28 752	10 759	(7 147)	32 364
Amortissements et dépréciations	(7 940)	(3 681)	2 479	(9 142)
Immobilisations de placement				
Valeurs brutes	33	-	(1)	32
Amortissements et dépréciations	(21)	-	1	(20)
DRÔITS D'UTILISATION				
Valeurs brutes	2 827	525	(210)	3 142
Amortissements et dépréciations	(756)	(448)	106	(1 098)
Total	30 608	7 223	(4 994)	32 837

INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS DE CÉSSION-BAIL

Le 15 septembre 2021, le siège central du Crédit du Nord sis 59 boulevard Haussmann à Paris a fait l'objet d'une transaction de cession-bail. La plus-value de cession de 185,9 millions d'euros a été enregistrée en Gains et pertes sur actifs immobiliers, et un droit d'utilisation de 17,6 millions d'euros a été comptabilisé au bilan à la suite de la signature du contrat de location conclu pour une durée de 36 mois.

Balilage de la note complète

Qui mixte les Immos corporelles et incorporelles dans son intégralité alors que des balises spécifiques sont prévues dans la Taxinomie

1

On balise l'intégralité de la note avec une seule balise d'extension

Attention, à priori a minima dissocier les principes comptables des autres disclosures
 Peut nous être reproché de ne pas maximiser l'utilisation de balises existantes

2

Double balilage pour les principes comptables ET les disclosures

Ex : sur l'ensemble « principe comptable », on va affecter deux balises « principes immos. Corp. » et « principes immos. Incorporelles »?

Solution préférentielle à date

L'exemple présente une note qui combine deux thématiques pour lesquelles la taxinomie prévoit des tags individuels, mais pas de tags regroupés.

On préconise ici un double balilage, avec les tags pour les immobilisations corporelles et pour les immobilisations incorporelles (voire pour les immeubles de placement). Cette approche est préférée à une extension non ancrée, ou l'utilisation du simple tag générique DisclosureOfSummaryOfSignificantAccountingPoliciesExplanatory, car ces dernières options n'apportent pas grand-chose au lecteur.

Lorsqu'un bloc évoque deux thématiques de même niveau de pertinence, on recommande de macro-baliser avec chacun des tags correspondants. <POSITION COMMUNE PROPOSEE>.

La faisabilité technique et la l'interprétation de la base de macro-balilage (non EXCLUSIF) évoquée plus haut devront être confirmées pour retenir cette position commune.

On réservera les extensions pour des éléments pour lesquels il n'existe aucune balise dans la liste ESEF des tags à utiliser obligatoirement (hors macro-balises génériques). <POSITION COMMUNE PROPOSEE>

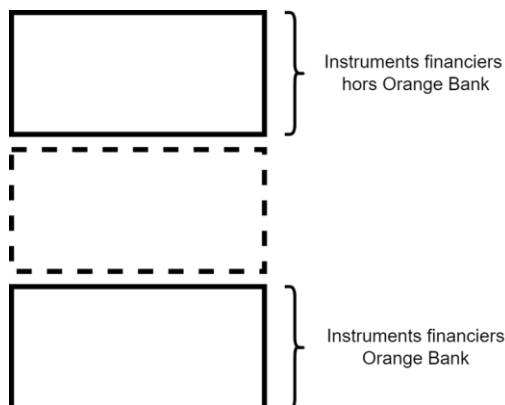
En effet, la conformité au règlement ESEF requiert d'utiliser d'abord une balise de la liste quand une information publiée relève du périmètre couvert par cette balise.

Enfin, on notera que la partie relative au droit d'usage relève de préférence du balilage avec DescriptionOfAccountingPolicyForLeasesExplanatory (principes) ou DisclosureOfLeasesExplanatory (note).

4) [Orange DEU 2019 \(PDF\)](#) (pages 211 à 249) [Orange 20-F 2019](#) (pages 75 à 109)

La revue des publications d'Orange permet de confirmer les principes élaborés plus haut.

Le rapport comprend deux parties distinctes sur les instruments financiers : Orange Bank et hors Orange Bank.



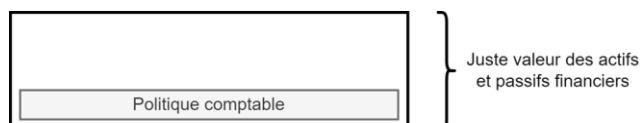
Recommandation :

Tagger les deux avec *Disclosure of financial instruments*
 Utiliser le mécanisme de **continuation**.

Eviter de créer deux extensions à la place (OK en complément).

Attention à l'ordre des continuation si un ordre de lecture est nécessaire.

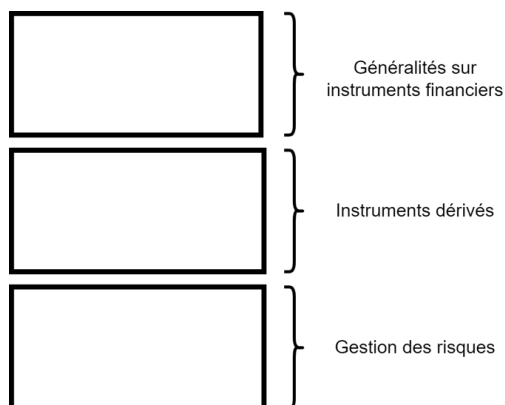
Le rapport comprend des principes comptables inclus dans les notes.



Recommandation :

Si une politique comptable est présentée dans la même section qu'une disclosure, **ne pas l'inclure** dans le tag de la disclosure.

Le rapport regroupe des thématiques qu'on préconise de ne pas imbriquer.



Recommandation :

Utiliser les tags plus généraux comme des tags "Other..." pour éviter les imbrications (ne tagger que ce qui n'est pas déjà taggé par un tag plus pertinent).

Nécessite une standardisation de la notion de tag plus général, la taxonomie actuelle ne contenant aucune hiérarchisation.

CONCLUSION

Sur base des différentes observations au cours de la réunion :

- Les positions communes rédigées en février seront revues et complétée lors de la réunion d'avril.
- Il semble utile de partager la compréhension des balises, à classer par thèmes en identifiant celles qui couvrent des périmètres plus généraux et celles de points plus précis (imbrication des périmètres) : un sous-groupe se réunira les mardis d'avril à 14h30 pour y travailler.

POINT COMPLEMENTAIRE

Le macro-balisateur est obligatoire pour le rapport déposé à l'AMF (ONDE). Les émetteurs voient néanmoins plus d'intérêt à macro-baliser la version des documents en anglais (qui n'est néanmoins pas couverte par l'opinion des commissaires aux comptes, et usuellement pas déposée officiellement). L'approche est néanmoins limitative car une recentralisation des dépôts sur un point d'accès unique de type ESAP (*european single access point*) n'inclurait pas les versions anglaises publiées par les émetteurs sur leur site web.

PROCHAINES REUNIONS :

28 AVRIL 2022 – 15h00 à 17h00 CET – hybride présentiel/distanciel

24 MAI 2022 – 14h30 à 16h30 CET

13 ou 14 JUIN 2022 – pendant la semaine XBRL Europe à Paris

SOUS-GROUPE DE TRAVAIL

Les mardis d'avril à 14h30, à partir du 5

Ceux qui se sont manifesté le 29 mars ou en font la demande recevront les liens de connexion

Les réunions se feront via Teams ou gotomeeting.

Si l'invitation ne vous parvient pas, merci de contacter t.verdin@bma-groupe.com.